

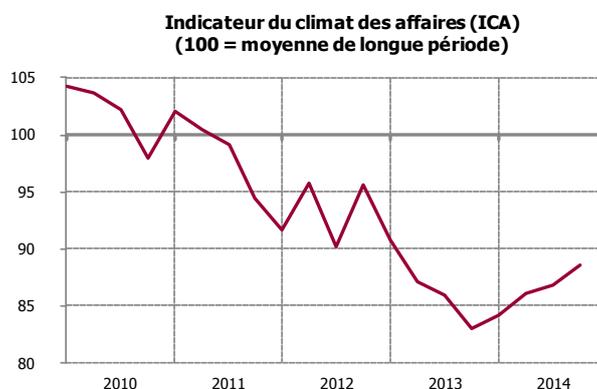
Tendances conjoncturelles

3^e trimestre 2014

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE EN NOUVELLE-CALÉDONIE

L'indicateur du climat des affaires poursuit son redressement

L'indicateur du climat des affaires (ICA) continue à progresser pour le quatrième trimestre consécutif (+1,7 point sur le trimestre). Il reste cependant toujours en deçà de sa moyenne de longue période (-11,5 points). Cette progression de l'ICA repose principalement (+1,4 point) sur une meilleure appréciation des professionnels sur leur activité, leurs effectifs et leur trésorerie au cours du trimestre écoulé. Les anticipations pour le trimestre à venir sont également plus favorables (+0,3 point), notamment celles concernant l'activité et les prévisions d'investissement à un an. Les professionnels anticipent en revanche une dégradation des délais de paiement et de la trésorerie.



Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM

Malgré cette progression de l'indicateur du climat des affaires, la conjoncture économique reste globalement maussade. La consommation des ménages peine à repartir durablement à la hausse. Le marché du travail s'est encore dégradé, avec une nouvelle hausse du nombre de demandeurs d'emploi et une diminution des offres d'emploi déposées. Pour autant, l'investissement continue à se raffermir pour les entreprises comme pour les ménages. Le déficit commercial s'est creusé sur le trimestre écoulé, la hausse des importations n'étant pas compensée par celle des exportations.

Sur le plan sectoriel, les évolutions sont contrastées. Dans le secteur primaire, le courant d'affaires se dégrade. L'activité du secteur minier est jugée mitigée, tandis que la production métallurgique repart à la hausse. Le regain d'activité dans le secteur du BTP se confirme avec une reprise des appels d'offre. Enfin, l'activité dans le secteur du tourisme s'inscrit en recul, malgré une progression du nombre de touristes de séjour sur le trimestre écoulé.

LA CROISSANCE DE LA ZONE ASIE-PACIFIQUE DÉCÈLÈRE

Au troisième trimestre 2014, la Chine affiche une croissance de 7,3 % sur un an (contre 7,5 % au trimestre précédent). Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit un taux de croissance de 7,4 % en 2014. Le gouvernement a pris des mesures pour soutenir l'activité, notamment des allègements d'impôts pour les PME et une hausse des dépenses d'infrastructures. La transition de l'économie vers une trajectoire de croissance plus viable et le ralentissement de l'investissement résidentiel expliquent le ralentissement prévu pour 2015, à 7,1 %.

Contrairement à la Réserve fédérale américaine (FED), qui a annoncé le 29 octobre la fin de ses injections de liquidités dans l'économie, la Banque du Japon a décidé, le 31 octobre, d'assouplir sa politique monétaire en augmentant sa base monétaire de 80 000 milliards de yens (583 milliards d'euros) par an. En effet, l'économie japonaise a été durement touchée par la contraction des dépenses des ménages induite par la hausse de la taxe sur la consommation en avril.

La banque centrale australienne (RBA) a maintenu à +2,5 % son principal taux directeur, inchangé depuis le 7 août 2013, dans un contexte de faible inflation (+0,5 % sur le trimestre et 2,3 % sur un an) et de croissance modérée de l'économie (+2,8 % en 2014 selon les prévisions du FMI).

En Nouvelle-Zélande, le taux de chômage diminue de 0,2 point au troisième trimestre pour s'établir à 5,4 % (-0,7 point sur un an). Les prix à la consommation enregistrent une augmentation mesurée (+0,3 %, +1 % sur un an). Fin octobre, la banque centrale néo-zélandaise (RBNZ) a maintenu son principal taux directeur à 3,5 %, après une progression de 100 points de base entre mars et juillet 2014.

Progression des prix

Au troisième trimestre, l'indice des prix à la consommation (IPC) progresse légèrement de 0,2 %, après une hausse de 0,3 % au trimestre précédent.

Cette évolution s'explique principalement par le renchérissement des produits énergétiques (+0,7 %), en particulier du gaz, et par celui des services (+0,6 %), tiré par les transports. En revanche, les prix des produits alimentaires baissent de 0,3 % sur le trimestre.

Sur un an, l'IPC s'affiche en hausse de 0,7 %. L'ensemble des postes contribuent à cette progression, en particulier l'alimentaire dont les prix augmentent de 1,2 %.

Évolution de l'indice des prix à la consommation (en glissement annuel, %)



Source : ISEE

Dégradation du marché du travail

Le déséquilibre du marché du travail s'accroît encore au troisième trimestre. Malgré la légère progression de l'emploi salarié (+0,6 %, CVS), le nombre de demandeurs d'emploi s'inscrit à nouveau en hausse (+2,1 %, CVS), mais à un rythme moins soutenu qu'au trimestre précédent (+7,5 %).

Dans le même temps, le nombre d'offres d'emploi déposées auprès des services de placement baisse (-12,4 %, CVS), après une nette progression au deuxième trimestre (+20,7 %) qui s'expliquait pour partie par une hausse des besoins sur la zone industrielle de VKP (Voh, Koné, Pouembout).

Ces évolutions s'accompagnent d'une moindre progression du chômage indemnisé (+1,1 % après +3,5 % au deuxième trimestre, CVS).

En glissement annuel, les évolutions de la demande d'emploi et du chômage indemnisé restent soutenues (respectivement +14,5 % et +19,3 %, CVS), tandis que l'emploi salarié connaît un repli de 7,1 % (CVS).

Nombre de demandeurs d'emploi et nouvelles offres d'emploi enregistrés



Sources : IDCNC, désaisonnalisée par l'IEOM

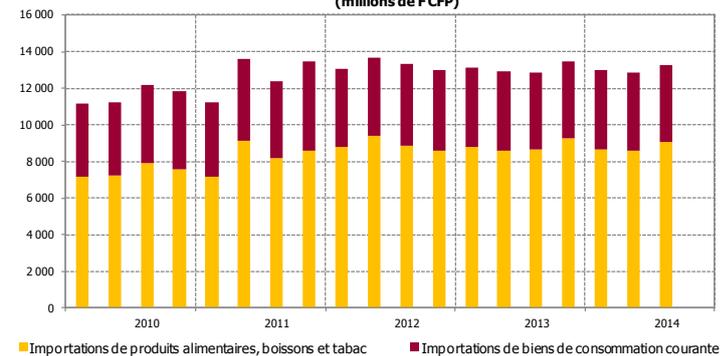
Léger raffermissement de la consommation des ménages

La consommation des ménages remonte légèrement au troisième trimestre. Les importations de produits alimentaires, boissons et tabac (CVS) augmentent de manière significative (+6,0 %), après avoir légèrement reculé au deuxième trimestre (-0,9 %).

Malgré la légère hausse des importations de biens d'équipement du foyer sur le trimestre écoulé (+0,4 %, CVS), les importations de biens de consommation courante reculent de 2,2 %, en raison de la diminution des importations d'articles d'habillement et chaussures (-5,6 %, CVS).

Les ventes de voitures particulières (CVS) progressent fortement sur le trimestre (+21,0 %), après un deuxième trimestre défavorable (-12,6 %). Sur un an, elles sont en hausse de 17,1 %.

Importations de biens destinés aux ménages (millions de FCFP)



Sources : Douanes, ISEE, désaisonnalisée par l'IEOM

Dans ce contexte, les professionnels du secteur du commerce font état d'une moindre dégradation de leur activité sur le trimestre.

L'encours des crédits à la consommation progresse au troisième trimestre (+0,7 %), mais reste en retrait de 1,6 % sur un an. Les indicateurs de vulnérabilité financière font état d'une amélioration de la situation des ménages : les incidents de paiement sur chèque et les décisions de retrait de cartes bancaires baissent respectivement de 8,5 % et 3,8 %, tandis que le nombre de personnes physiques inscrites en interdiction bancaire d'émettre des chèques est également en recul (-1,9 %).

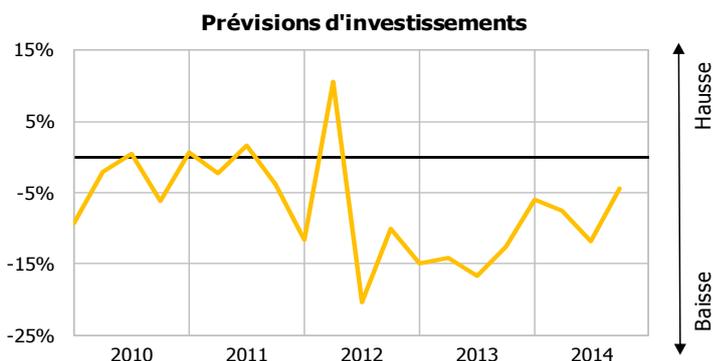
Meilleure orientation de l'investissement

Le solde d'opinion relatif aux intentions d'investir à un an s'améliore. Il est désormais positif pour la plupart des secteurs, hormis dans les services et le commerce.

Les indicateurs associés présentent cependant des évolutions contrastées. Les importations de biens d'équipement à destination des professionnels reculent de 4,5 % (CVS) sur le trimestre (après +5,9 % au deuxième trimestre), alors que les ventes de véhicules utilitaires progressent (+7,6 %, CVS).

Dans ce contexte, l'encours des crédits à l'investissement des entreprises progresse (+1,2 %), après avoir stagné au trimestre précédent (0,0 %). Sur un an, il est en hausse de 3,4 %.

L'encours des crédits à l'habitat des ménages progresse lui de 2 % sur le trimestre, bénéficiant en partie de la loi de pays sur la défiscalisation des logements intermédiaires instaurée en début d'année.



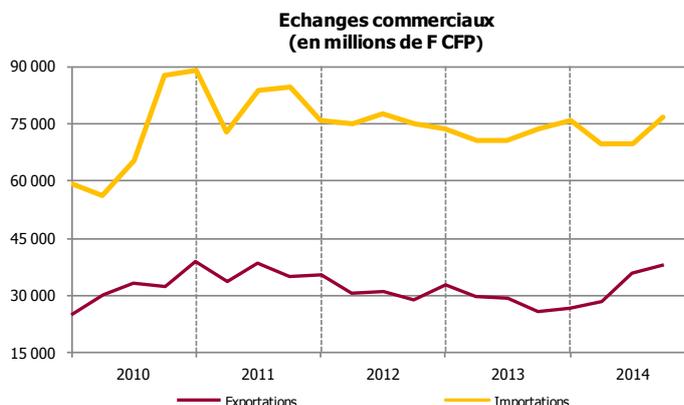
Source : enquête trimestrielle de conjoncture de l'IEOM

Dégradation du solde commercial

Les exportations continuent à progresser, à un rythme soutenu (+5,5 %, après +27,0 % au deuxième trimestre). Cette évolution tient principalement à l'augmentation des exportations de minerais de nickel, et en particulier de mattes et NHC (Nickel Hydroxyde Cake).

Les importations augmentent également au troisième trimestre (+9,8 %, après +0,4 %). La plupart des postes sont en progression, les hausses les plus significatives concernant les importations de matériel de transport (+33,4 %), de produits minéraux (+9,1 %) et de machines, appareils et matériel électrique (+7,5 %). Les importations de produits alimentaires, boissons et tabacs progressent également sur le trimestre écoulé.

Dans ce contexte, le déficit de la balance commerciale s'amplifie au troisième trimestre (+14,3 %). Il s'établit à 38,8 milliards de F CFP, soit près de 4,8 milliards de plus qu'au trimestre précédent. Sur un an, la balance commerciale s'améliore (le déficit se résorbe de 19,1 %).



Source : Service des Douanes

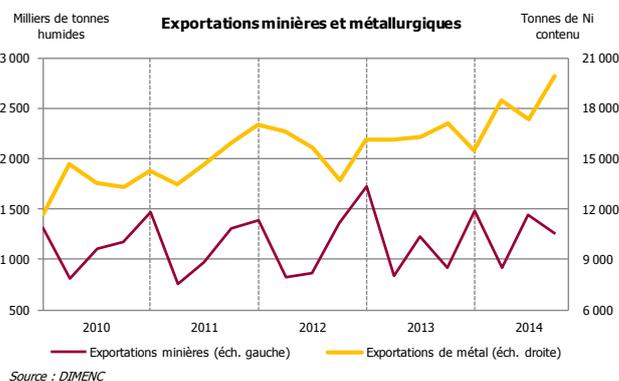
ÉVOLUTIONS CONTRASTÉES SELON LES SECTEURS

Selon les professionnels interrogés, l'activité dans le secteur de **l'agriculture, de la pêche et de l'élevage** est mal orientée au troisième trimestre. Ils anticipent une nouvelle dégradation du courant d'affaires au cours du dernier trimestre de l'année. Les abattages de bovins sont pourtant en hausse de 9,3 % (CVS) sur le trimestre et ceux de porcins, même s'ils reculent (-1,7 %), restent à un niveau élevé. Les filières de l'aquaculture et de la pêche progressent elles aussi, avec une hausse des exportations de crevettes et de poissons (respectivement +29,5 % et +14,2 %, CVS).

Au troisième trimestre, l'activité dans le secteur **des mines et de la métallurgie** est jugée favorable par les professionnels du secteur. Le marché mondial du nickel reste largement excédentaire, les stocks mondiaux enregistrés au LME continuant à être réévalués à la hausse (+13,6 %, après +5,9 %). Le cours du nickel progresse encore légèrement sur le trimestre (+0,6 %), atteignant une valeur moyenne de 8,42 US\$/lb à fin septembre.

L'extraction minière recule légèrement (-1,6 %, après +4,5 %), en raison du repli de la production des latérites (-26,1 %). Parallèlement, les exportations de minerais bruts diminuent en volume (-12,7 %), mais augmentent en valeur (+11,0 %).

La production métallurgique progresse à nouveau, après avoir subi au deuxième trimestre les effets de l'interruption de l'activité de l'usine du Sud. Elle s'inscrit ainsi en hausse de 3,4 %, après -7,3 % au trimestre précédent. La reprise de la croissance de la production de mattes et de NHC compense le recul de la production de ferronickels. Les exportations de produits métallurgiques connaissent un rebond de 15,1 % en volume et de 5,2 % en valeur.



Source : DIMENC

Dans le secteur du **bâtiment et des travaux publics**, le courant d'affaires s'améliore d'après les professionnels du secteur. Les prévisions d'investissement à un an sont également en progression. Leurs anticipations sur l'activité du trimestre à venir restent favorables et traduisent notamment une reprise des appels d'offres. Les entreprises du BTP anticipent cependant un allongement des délais de paiement et une dégradation de leur trésorerie.

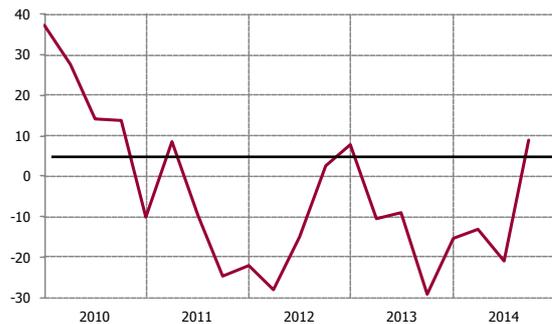
L'indice BT21 reste stable, sur le trimestre comme en glissement annuel. Les ventes de ciment enregistrent une baisse de 1,3 % (CVS) sur le trimestre, tandis que les importations de plâtre et de tôle pour couverture sont en hausse, respectivement de 55,7 % et 7,2 % (CVS).

L'activité dans le secteur de **l'hôtellerie et du tourisme** reste mal orientée selon les professionnels, alors que leurs prévisions au trimestre précédent étaient moins pessimistes. Pourtant, le nombre de touristes de séjour progresse de 9,5 % (CVS) sur le trimestre. Cette reprise concerne surtout les touristes australiens (+20,5 %) et néo-zélandais (+26,1 %), tandis que les marchés métropolitains et japonais sont en repli respectivement de 3,5 % et 0,6 %.

La croisière recule pour le deuxième trimestre consécutif. Le nombre de croisiéristes baisse de 9,0 % par rapport au trimestre précédent (-8,8 % sur un an), suite au recul du nombre d'escales de paquebots à cette période de l'année.

Pour le trimestre à venir, l'opinion des professionnels du tourisme est favorable concernant l'activité.

Solde d'opinion relatif à l'activité du BTP



Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM, CVS

Nombre de touristes



Sources : ISEE, désaisonnalisée par l'IEOM

ÉCONOMIE MONDIALE : UNE REPRISE PLUS LENTE

En dépit d'un tassement en 2014, la reprise - inégale - de l'économie mondiale se poursuit. Le FMI prévoit, dans ses Perspectives de l'économie mondiale, une croissance moyenne de 3,3 % en 2014 et de 3,8 % en 2015, après 3,2 % en 2013. Les conditions financières se sont détendues en 2014. Selon le rapport sur la stabilité financière dans le monde publié début octobre par le FMI, les risques de marché et de liquidité ont augmenté, tandis que les primes de risque baissent et les prix des actifs sont moins volatiles. Les valorisations de certains types d'actifs semblent exagérées. Par ailleurs, les risques géopolitiques à court terme et les risques de stagnation et de faiblesse de la croissance potentielle à moyen terme sont susceptibles de dégrader ces prévisions.

La croissance économique a rebondi à partir du deuxième trimestre 2014 aux États-Unis avec une reprise vigoureuse de l'emploi. Au troisième trimestre, les exportations ont tiré la croissance tandis que les importations se sont repliées en liaison avec le tassement de la consommation des ménages. Le FMI prévoit une croissance du PIB des États-Unis de 2,2 % en 2014, après 2,2 % en 2013.

Dans la zone euro, la croissance est en panne. Le PIB a progressé de 0,2 % au troisième trimestre 2014, soit à peine plus qu'au trimestre précédent (0,1 %). La croissance du PIB de l'Allemagne est de 0,2 %, tandis que le PIB de l'Italie se contracte de 0,1 %. L'inflation dans la zone euro reste bien en deçà de l'objectif de 2 %. Le FMI table sur une faible reprise soutenue par une réduction du frein budgétaire et une amélioration des conditions du crédit, à 0,8 % en 2014 et 1,3 % en 2015.

Le PIB de la France a progressé de 0,3 % au troisième trimestre 2014, essentiellement porté par une forte hausse des stocks des entreprises et par la consommation, tout particulièrement celle des administrations publiques (+0,8 %), tandis que le commerce extérieur a eu une contribution négative de 0,2 point. Le FMI table sur une croissance de 0,4 % en 2014 et 1 % en 2015.

L'activité est globalement plus faible que prévu dans les pays émergents, avec une faiblesse persistante de la demande intérieure et une moindre progression de l'investissement. Le FMI pointe le risque d'un recul de la croissance potentielle. Les tensions géopolitiques et conflits internes pèsent sur l'activité des pays concernés.

Sources : FMI, BCE, Eurostat, INSEE

Les annexes statistiques sont disponibles en téléchargement sur le site www.ieom.fr, dans la page Publications.

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : Nicolas de SEZE – Responsable de la rédaction : Charles APANON – Editeur et imprimeur : IEOM
Achevé d'imprimer : 12 décembre 2014 – Dépôt légal : décembre 2014 – ISSN 1968-6277